

Ethiopie

Un barrage contre la pauvreté

LE
GRAND
AVANCEMENT
GRAND



En cours de construction sur le Nil Bleu, le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique devrait voir le jour en 2017. Un chantier pharaonique sur lequel reposent tous les rêves de développement d'Addis-Abeba.

Par **VINCENT DEFAIT**
Envoyé spécial dans la région
de Benishangul-Gumuz
Photos **ZACHARIAS ABUBEKER**

Des gouttes de sueur perlent sur sa tempe. Depuis trois bonnes heures déjà, le buste voûté au-dessus du volant, accompagnant chaque virage d'un mouvement de balancier, le chauffeur malmène les suspensions du véhicule jeté à pleine vitesse. Tout juste prend-il la peine d'éviter les chèvres le long de la piste abîmée par les pluies. Assossa, le bourg couleur de terre mouillée où s'est posé le petit avion d'Ethiopian Airlines, est loin derrière. Soudain, un faisceau de spots se détache du fond de la vallée. «On y est.»

6 000 mégawatts escomptés

Calé sur son siège à côté du chauffeur, Semegnew Bekele n'a pas dit un mot. «Le barrage est là, sur la gauche. On va aller le voir avant de dîner», propose-t-il un peu blasé. L'ingénieur a fait le déplacement mille fois jusqu'à ce recoin du nord-ouest de l'Éthiopie, à une quarantaine de kilomètres de la frontière soudanaise. Il y vit depuis le premier coup de pelleuse, il y a trois ans. Pas bien grand et terriblement protocolaire, Semegnew Bekele est la voix et le visage du Grand Ethiopian Renaissance Dam (Gerd), un projet aussi dingue que gigantesque pour l'un des pays les plus pauvres au monde : en 2017, l'Éthiopie ambitionne d'avoir achevé la construction, sur un affluent

du Nil, du plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique.

Du nord au sud du pays, le Gerd s'affiche partout : sur les écrans de télévision, sous cadre dans les bâtiments officiels... Financé sans aide extérieure, le projet fait la fierté du pays. Avec 6 000 mégawatts (MW) escomptés, trois fois rien pour une contrée dotée d'un potentiel de 45 000 MW d'énergie hydraulique, le barrage et ses seize turbines pourraient fournir à ce pays de 90 millions de personnes de quoi concrétiser ses rêves de développement.

A l'origine de cette gageure, il y a Meles Zenawi. L'ex-Premier ministre, décédé en 2012 après deux décennies au pouvoir, est l'instigateur de cette croissance à deux chiffres dont l'Éthiopie se targue depuis dix ans. Le 2 avril 2011, c'est lui qui posait la première pierre du barrage, quatre jours après que le monde avait eu vent du projet, trois jours après qu'un contrat de 4,8 milliards de dollars avait été signé avec l'entreprise italienne Salini. Depuis, les transalpins ont été rejoints par le mastodonte Metals and Engineering Corporation (Metec), propriété de l'État éthiopien.

Dès l'annonce du projet, l'Égypte s'est braquée. En aval du Nil, le pays s'est habitué à jouir de ses eaux en vertu de traités signés avec l'ancien colon britannique en 1929 et 1959. Le Caire voit déjà s'assécher le lac Assouan, essentiel à son agriculture, tandis qu'Addis-Abeba argue de son droit à profiter du Nil, dont 84% des

eaux coulent en son territoire. Au milieu, le Soudan se fait discret.

Trois ans et quatre régimes politiques plus tard, Le Caire semble réconcilié avec Addis-Abeba. Pour la première fois, fin septembre, les ministres de

l'Eau et de l'Irrigation du Soudan et de l'Égypte ont visité le chantier à l'invitation de l'Éthiopie. «Ils étaient contents», se borne à commenter Semegnew Bekele.

Il est 8 heures du matin et le trajet de la veille est déjà oublié. Sur le chantier, les équipes de nuit ont passé la main à leurs collègues du jour. Un vent léger caresse le flanc de la montagne que les pelleteuses grignotent, en bas. Semegnew Bekele vient ici tous les matins, «ou presque», prendre une photo de l'avancée des travaux. Plus tôt, dans son bureau, sous une affiche de Meles Zenawi, l'ingénieur avait donné le la : «Ce genre d'infrastructure est la clé de notre combat contre la pauvreté.»

En surplomb du barrage, l'homme poursuit : «Le Gerd est construit de façon à ne pas pénaliser les pays en aval. Pour eux, le débit du fleuve va se régulariser, ils n'auront plus de périodes de sécheresse, ni d'inondations.» L'Éthiopie, quant à elle, profitera des mégawatts et des dollars générés par la vente d'une partie de l'électricité au Soudan et à Djibouti. «C'est un tournant. Nous avons fait beaucoup de sacrifices, mais nous devenons un peuple qui prend les choses en main. C'est grâce à la bonne politique de notre gouvernement, qui attire chez nous les investisseurs étrangers.» Vraiment ?

Exemption de taxes et main-d'œuvre bon marché

Sur le toit d'un hôtel de la capitale, un de ces bâtiments pas franchement beaux mais vite rentabilisés, Mulu Solomon se fait pédagogue. Ancienne présidente de la chambre de commerce d'Addis-Abeba, cette quinquagenaire s'est façonné une belle réputation dans le milieu des affaires. «Aujourd'hui, vous ne pouvez pas imaginer le nombre de gens, étrangers et éthiopiens, qui viennent investir ici.» Vraiment, donc. «Quand ce gouvernement





Sur le chantier du barrage de la Grande Renaissance éthiopienne, en septembre. Seuls 600 des 8500 employés sont étrangers. En bas à droite, l'ingénieur Semegnaw Bekele.

ÉTHIOPIE: UN BARRAGE CONTRE LA PAUVRETÉ

→ a pris le pouvoir, en 1991, pour-suit-elle, le secteur privé était embryonnaire. Eux-mêmes manquaient d'expérience. Alors, quand un pays change autant, vous avez tous les problèmes en même temps, que vous soyez du côté du gouvernement ou des investisseurs privés. Ça ne durera pas.

Pour l'heure, l'Etat et les entreprises publiques gardent la main sur la plupart des secteurs de l'économie. Addis-Abeba tente tout de même d'attirer quelques grands groupes, voire des noms connus, en offrant des exemptions de taxes et une main-d'œuvre bon marché. Le suédois H&M a ainsi fait parler du pays en y relocalisant une partie de sa production. Le géant chinois Huajian exporte vers les Etats-Unis et l'Europe ses chaussures fabriquées au sud d'Addis-Abeba. Même chose dans le textile pour le turc Ayka.

Pour le gouvernement, l'objectif est d'intégrer, d'ici à 2025, le club des pays à revenus intermédiaires, au même titre que la Côte-d'Ivoire et le Vietnam. A terme, les autorités rêvent de faire de leur pays rural un centre manufacturier. «Si d'autres l'ont fait, pourquoi pas l'Ethiopie ? soutient dans le salon feutré d'un hôtel de luxe de la capitale le Chi-

nois Chen Guang Zhe, patron de la Banque mondiale en Ethiopie. En Asie, les coûts de production augmentent, donc les investisseurs cherchent de nouveaux endroits. L'Ethiopie a certains avantages en la matière.» Notamment une main-d'œuvre payée jusqu'à huit fois moins qu'en Chine. «Mais l'Ethiopie doit être compétitive», argue Chen Guang Zhe. En cause : une chaîne d'import-export grippée et des capitaux difficilement accessibles pour les investisseurs.

«L'un des objectifs de l'Etat est d'être exportateur d'électricité, [...] sachant que les pays voisins sont très demandeurs. C'est une période charnière pour l'Ethiopie.»

Christian Yoka représentant de l'Agence française de développement

Retour à la frontière soudanaise. La matinée est bien entamée. Au pied d'une carrière, Shifaw Damte s'égosille : «Ici, on broie la roche en poussière, et là-bas, on ajoute le ciment. Du ciment éthiopien, hein ! Puis le béton est chargé sur les camions qui l'apportent jusqu'au barrage.» Coiffé de son casque de chantier, le technicien de laboratoire a été réquisitionné par son collègue Semegnaw Bekele pour mener la visite. Le patron des lieux aura auparavant invoqué de surprenantes règles de bienséance pour

rendre impossible toute discussion avec les ouvriers et les ingénieurs. Les sous-traitants pourraient ne pas apprécier quelques pensées mal formulées. La visite s'avère donc très technique.

Design italien, construction éthiopienne

Shirafaw Damte détaille avec passion les différentes qualités de béton étalées jour et nuit par couches de 40 centimètres. Ainsi s'épaissit le barrage de la Grande Renaissance éthiopienne. Indifé-

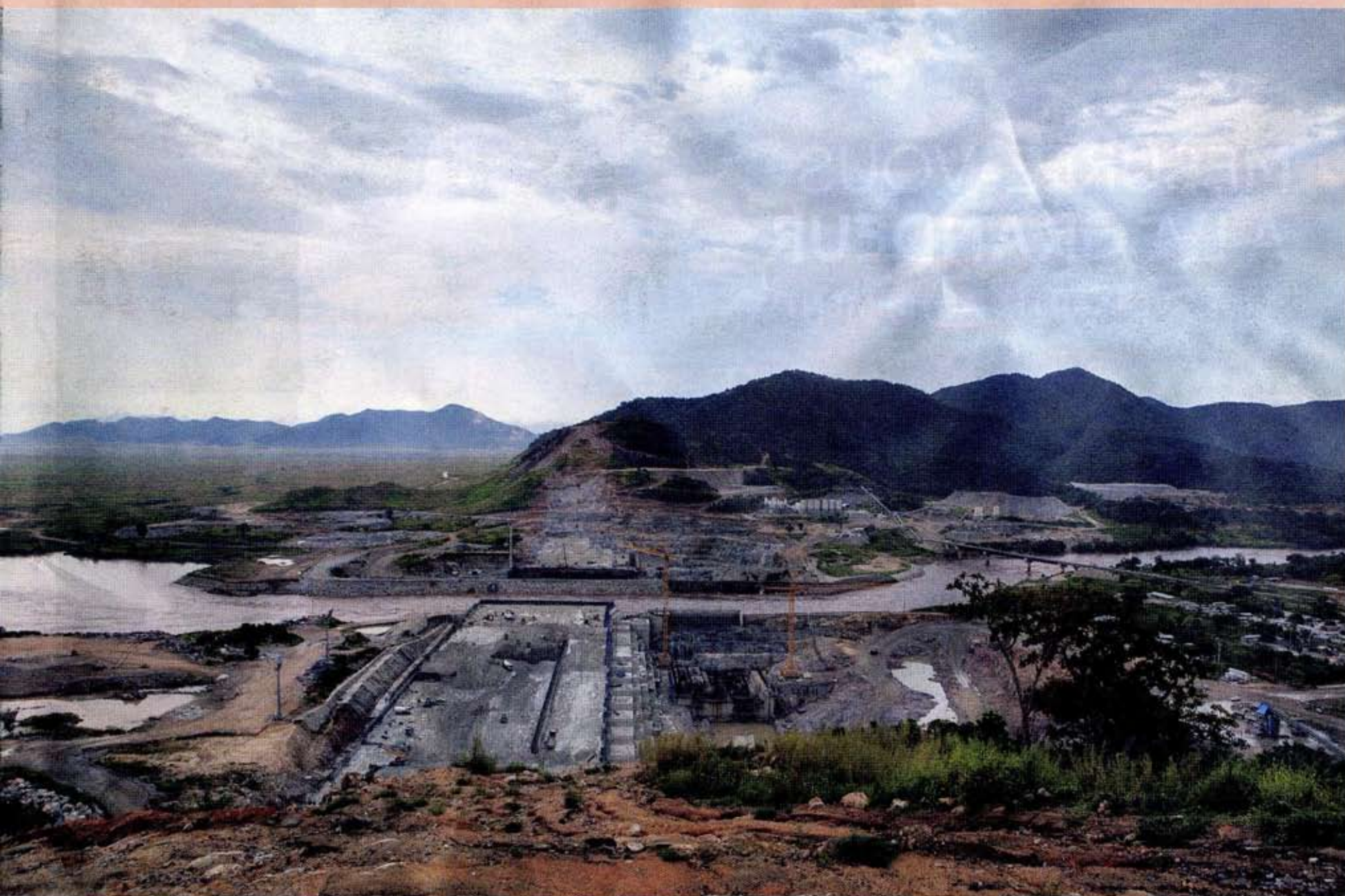
rent au ballet des bulldozers, il poursuit, sous un soleil accablant : «J'ai bâti deux barrages, mais celui-ci est historique. Vous voyez, ceux qui le construisent sont tous éthiopiens.» De fait, sur les 8500 personnes présentes sur le chantier, seules 600 sont des étrangers : italiens, américains, indiens...

Pour l'heure, coincé entre deux collines, l'ouvrage inachevé laisse couler en son milieu les eaux brunes du Nil Bleu. En amont, une vaste plaine s'étire en cuvette, cernée de collines qui contiendront les eaux. Un lac devrait se former ici sur 246 km de long. En aval, le camp s'étale sur une poignée de kilomètres. Là, les maisons en dur des cadres étrangers et éthiopiens ; ici, les préfabriqués des ouvriers ; plus loin, la Commercial Bank of Ethiopia, le bureau de poste et

l'hôpital. Quelques bars aussi, pour les chefs, les sous-chefs et les autres. L'aérodrome est plus loin. Une petite ville au milieu de rien. «J'apprends beaucoup ici, insiste Shirafaw Damte. Mon premier barrage, c'est une entreprise italienne qui l'a construit. Ici, ce sont les Ethiopiens qui font tout. On a acquis de l'expérience, et maintenant, on peut le faire nous-mêmes.» Le design de l'ouvrage est italien, la construction éthiopienne. «Il y a un Ethiopien derrière chaque activité économique, et c'est tant mieux. Ça évite que de grands groupes viennent faire de l'argent facile et repartent vite.»

A Addis-Abeba, dans le hall de son immeuble neuf, Mulugeta (1) emballe sa prudence d'un enthousiasme non feint. L'homme, né dans la capitale éthiopienne, un passeport américain en poche et des affaires sur plusieurs continents, a déjà investi ici 5 millions de dollars dans l'immobilier et l'industrie. Comme lui, la diaspora rentre au pays avec une fortune plus ou moins grande et une culture du business américain. Non sans difficultés. «Il y a quelques années, ici, les gens n'étaient pas habitués aux investisseurs étrangers. Comme d'autres, je ne comprenais pas cette mainmise de l'Etat sur l'économie. Mais en procédant ainsi, le gouvernement s'assure de former ses gens.»

Même quartier, autre immeuble. Un restaurateur soudanais montre moins d'engouement. «Franchement, de prime abord, les autorités nous accueillent à bras



ouverts et les opportunités sont réelles. Mais si vous n'êtes pas dans un secteur prioritaire, l'industrie ou l'agriculture, vous êtes livrés à vous-mêmes. Ici, vous avez les problèmes habituels de tout business, plus d'autres. Un simple document administratif peut me bouffer mon temps, mais si ce n'est pas fait, mon affaire s'écroule.» Les témoignages similaires sont pléthore.

Un million de mètres cubes de béton coulé

Au plus haut niveau de l'Etat, tout roule. Une fois sur place et les mains dans le cambouis, ça se gâte. L'Ethiopie veut aller vite mais doit composer avec ses lourdeurs, sa bureaucratie envahissante et une certaine méfiance vis-à-vis de ces étrangers aux manières différentes. Mais le pays change et ne laisse personne lui dicter sa façon de faire. Même quand les Chinois, nombreux, viennent construire des routes ou une ligne ferroviaire, leur contrat les oblige à puiser largement dans la main-d'œuvre locale. Les gouvernements africains qui procèdent de la sorte sont rares.

Pas un Chinois au pied du barrage. A midi, tandis que l'équipe de dynamiseurs fait sauter la montagne par petits bouts, les expatriés déjeunent à la cantine La Veranda. A l'avant du porche, une banderole en tissu félicite les passants pour le premier million de mètres cubes de béton coulé dans le barrage.

Le record a été atteint en juin. Il en faudra neuf autres millions pour achever l'édifice.

Près de la porte d'entrée, une affiche explique où et comment trouver la masseuse – «la massaggiatrice», est-il précisé. A l'intérieur, sur chaque table, trônent des bouteilles de vinaigre balsamique et des bols de parmesan râpé. Ici, les serveurs s'enquière d'un «secundo?» une fois avalées les meilleures pâtes du pays. Au fond, un écran de télévision crachote les informations en continu d'Al-Jezira. Autour des tables, on parle italien – beaucoup – mais aussi amharique, anglais, espagnol, hindi...

Dehors, le thermomètre bout. Les camions déversent leur cargaison de béton, les bulldozers l'étaient. La routine. Le ronronnement des seize mégagroupes électrogènes tapisse le fond sonore, qui cliquette de tout ce que les lieux comptent de camions et de machines. Shirafaw Damte, la main en visière, tend le bras vers la crête de la colline où se dressent des pylônes nus. «Bientôt, on sera reliés au réseau et on n'aura plus besoin des générateurs. Quand le barrage sera fini, l'électricité partira dans le sens inverse», sourit-il.

Sans énergie, pas de développement. Pas de voie ferroviaire entre Addis-Abeba et Djibouti, pas de tramway dans la capitale, pas d'industrie non plus. C'est dire l'importance du Gerd dans un pays dont l'investissement public porte

l'économie nationale. Jusqu'aux banques, qui ne peuvent octroyer de prêts sans verser aux coffres de la Banque centrale éthiopienne. C'est que l'Ethiopie a des soucis de liquidités, en particulier de devises étrangères. Un problème pour un pays enclavé contraint d'importer énormément de biens. «L'un des objectifs de l'Etat est d'être exportateur d'électricité», rappelle Christian Yoka, représentant de l'Agence française de développement, très impliquée dans le secteur. En 2017-2018, l'électricité est censée devenir l'un des tout premiers postes générateurs de devises, sachant que les pays voisins sont très demandeurs. C'est une période charnière pour l'Ethiopie.»

«Population pressurisée»

Avec un bémol. «A l'avenir, l'actuel modèle de croissance peut soulever des questions si des inflexions ne sont pas apportées, entre autres sur la place laissée au secteur privé», se projette l'expert en finances. Et ce point noir : la démocratie. L'Ethiopie est régulièrement mise à l'index pour les nombreux journalistes emprisonnés et la mise au pas de l'opposition, quasi inexistante. «Ce gouvernement tire sa légitimité de ce qu'il réalise, estime le diplomate européen Thomas Huyghebaert. C'est un gouvernement sérieux qui réalise des choses, mais la question est : combien de temps peut-il se permettre de pressuriser la population sans laisser d'espace aux idées

nouvelles?» Le sujet est sans cesse évoqué dans les discours officiels, souvent conditionné au développement économique et social du pays. «Certains aimeraient nous voir continuer à nous éclairer à la torche», tranche Seme-gnew Bekele.

Le soir s'installe sur les hauteurs, en lisière du futur village où résideront 400 employés permanents, une fois le barrage opérationnel. Une dizaine de kilomètres plus bas, le chantier a l'air petit et immobile. Rien, ici, pour borner l'imagination. «Vous voyez la colline là-bas? Ça va devenir une île. Pourquoi ne pas y construire un hôtel? Ce barrage peut devenir une véritable attraction touristique avec un lac navigable, où l'on pourra aussi pêcher», s'enthousiasme l'ingénieur.

A peine un silence, puis : «L'énergie est l'épine dorsale du développement. Ici, nous écrivons l'histoire.» A un coût élevé : comme beaucoup de fonctionnaires, il a volontairement versé deux mois de salaire en guise de contribution à l'effort national. La dévotion de l'homme est à l'image de la détermination des autorités : inébranlable. Tout de même, une dernière référence appuyée à la banderole, à l'entrée du chantier, qui salue les visiteurs comme elle les a accueillis, par une citation de Meles Zenawi, en amharique : «Nous avons commencé, nous allons terminer.» L'Ethiopie se construit, coûte que coûte. ◆

(1) Le prénom a été modifié.

Une fois le barrage opérationnel, un village verra le jour dans cette région éthiopienne isolée pour accueillir les 400 employés permanents du barrage.